

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE EGALITE FRATERNITE  
Département de l'Isère  
Commune de Saint-Marcellin

**ARRETE DE MAINLEEVEE DE LA PROCEDURE DE MISE EN SECURITE DU 6 BOULEVARD GAMBETTA  
38160 SAINT-MARCELLIN**

**N°ST 2024\_117**

**Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, les articles L.521-1 à L.521-4, les articles R.511-1 à R.511-11 ;

Vu l'article R.556-1 du Code de Justice Administrative,

Vu l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté de mise en sécurité 2022-176 en date du 28 juillet 2022 ;

Considérant la visite des services techniques de la commune le 17 avril 2024 ayant constaté la réalisation effective des travaux de remise en état du plancher situé entre le RDC et le 1<sup>er</sup> niveau ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Suite à la visite des services techniques de la commune effectuée le 17 avril 2024 ayant constaté la réalisation effective des travaux de remise en état du plancher situé entre le RDC et le 1<sup>er</sup> étage est prononcée la mainlevée de l'arrêté susvisé concernant l'immeuble du 6 boulevard Gambetta propriété de Monsieur Mickael PEYRON.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera notifié au propriétaire par courrier recommandé.

**ARTICLE 3 :** Application du présent arrêté : Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame le Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur du Pôle Technique, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 17 avril 2024

Le Maire,  
Raphaël MOCELLIN,



**Rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 18 avril 2024**  
**Et affichage le 18 avril 2024**